Raad van State
WETGEVING
9 JAN. 1978
Coordination

T

BL.

L.12.966/2.
L.12.967/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 28 octobre 1977, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 16 mars 1977 relatif aux épreuves d'avancement au grade d'adjudant du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie",

2) un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 16 mars 1977 relatif aux modalités et à l'organisation des épreuves d'avancement au grade d'adjudant du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie",

a donné le 29 novembre 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e oktober 1977 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 maart 1977 betreffende de bevorderingsexamens tot de graad van adjudant van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht",
2) een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 maart 1977 houdende nadere regelen voor en organisatie van de examens voor bevordering tot de graad van adjudant van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht",

heeft de 29e november 1977 het volgend advies gegeven :

09. JAN. 1978

Avant la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie, les officiers de gendarmerie étaient soumis aux dispositions de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical et, pour l'accession au grade de major, à l'arrêté royal du 29 février 1960 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière pour l'accession au grade de major.

La loi du 27 décembre 1973 est applicable aux sous-officiers et aux officiers de la gendarmerie. Il y a lieu de maintenir les distinctions à faire pour l'exécution de cette loi et de conserver inchangés l'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 16 mars 1977 relatifs aux épreuves d'avancement au grade d'adjudant.

Si le Gouvernement persistait dans ses intentions, on devrait constater que l'article 2 du projet d'arrêté royal remplace l'article 1er de l'arrêté royal du 16 mars 1977 et de ce fait abrogerait implicitement la disposition qui met en vigueur l'article 50 de la loi du 27 décembre 1973, ce qui impliquerait une insécurité juridique.

Par ailleurs, le Gouvernement se trouverait devant des difficultés lorsqu'il devrait modifier l'arrêté royal ou l'arrêté ministériel en projet en ce qui concerne d'une part, les examens d'avancement au grade d'adjudant et, d'autre part, les examens d'avancement au grade de major. Il s'agit, en effet, d'une part du grade de sous-officier supérieur et, d'autre part, du grade d'officier supérieur, grades

qui exigent des qualifications totalement différentes.

Le Conseil d'Etat propose dès lors un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel autonomes ne reprenant que les dispositions relatives à l'examen d'avancement au grade de major.

Par ailleurs, le projet d'arrêté ministériel abroge l'article 1er, 3°, b, de l'arrêté ministériel du 13 décembre 1963 fixant les attributions du commandant de la gendarmerie, modifié par l'arrêté ministériel du 17 janvier 1964. Ces arrêtés n'ont pas été publiés au Moniteur belge et devraient l'être.

*

Les textes suivants sont proposés :

"ARRETE ROYAL RELATIF AUX EPREUVES D'AVANCEMENT AU GRADE DE MAJOR DU CORPS OPERATIONNEL DE LA GENDARMERIE

- - - - - - - - - - - - -

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par les lois des 30 juillet 1955 et 27 décembre 1961, par l'arrêté royal du 15 octobre 1963 et par les lois des 10 juin 1970, 13 novembre 1974 et 13 juillet 1976;

.../...

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, modifiée par la loi du 29 décembre 1975;

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie, notamment l'article 48;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. Règles de participation aux épreuves.

Article 1er.-

Les épreuves d'avancement au grade de major sont organisées compte tenu des vacances d'emploi au cadre.

Les candidats y sont convoqués dans l'ordre de leur ancienneté.

Article 2.-

§ 1er. Peuvent être ajournés les candidats qui, pour des raisons de santé ou pour des raisons graves ou exceptionnelles se trouvent ou se sont trouvés dans l'impossibilité de se préparer normalement ou de se présenter en temps utile à une des épreuves d'avancement.

.../...

§ 2. L'ajournement est accordé ou refusé par le Commandant de la gendarmerie sur demande motivée établie par le candidat dès qu'il en a la possibilité.

Cette décision est motivée et notifiée au candidat.

§ 3. Les candidats ajournés doivent présenter l'ensemble des épreuves d'avancement qui suivent celles pour lesquelles ils ont été ajournés.

Toutefois, pour autant que les raisons ayant justifié l'ajournement subsistent, celui-ci peut être prorogé selon la même procédure que le premier ajournement.

§ 4. Le Ministre de la Défense nationale détermine la procédure d'ajournement.

Article 3.-

Le candidat peut, à tout moment, renoncer à participer aux épreuves d'avancement.

La renonciation est inconditionnelle et irrévocable pour l'avancement au grade supérieur.

Article 4.-

Le candidat qui a échoué à la seconde session des épreuves d'avancement, ne peut plus présenter ces épreuves.

.../...

CHAPITRE II. Programme des épreuves.

Article 5.-

§ 1er. Les épreuves d'avancement au grade de major consistent en :

1° une épreuve technique;

2° une épreuve sur la tactique du maintien de l'ordre;

3° une épreuve sur la tactique des missions de combat.

§ 2. L'épreuve technique consiste en une étude sur une ou plusieurs des matières suivantes : les missions, l'organisation, l'administration, la déontologie, le service de la gendarmerie et les moyens dont elle dispose pour accomplir ses missions.

§ 3. Les épreuves de tactique comportent la résolution de thèmes relatifs à l'emploi de la gendarmerie dans le cadre de ses missions.

§ 4. Chacune des épreuves visées au § 1er comprend une partie écrite et une partie orale.

La partie orale consiste en une discussion au départ du travail fourni lors de la partie écrite.

§ 5. Les épreuves d'avancement au grade de major sont destinées à établir que le candidat possède les connaissances et la maturité professionnelle requises pour l'exercice des fonctions d'officier supérieur de gendarmerie.

.../...

CHAPITRE III. Modalités d'organisation.

Article 6.-

Les épreuves d'avancement comportent deux sessions.

Les candidats ne peuvent être nommés au grade supérieur avant la fin de la seconde session.

Article 7.-

Les candidats qui le désirent peuvent subir les épreuves d'avancement au grade de major dans la langue dont ils ne possèdent pas la connaissance approfondie au sens de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938.

Article 8.-

Le Commandant de la gendarmerie peut faire précéder les épreuves de cours ou de conférences dont la fréquentation est facultative.

Il désigne l'autorité de gendarmerie chargée d'assurer l'organisation matérielle des cours.

Article 9.-

§ 1er. Pour réussir les épreuves d'avancement, le candidat doit avoir obtenu au moins la moitié des points dans chacune des épreuves.

§ 2. Les parties écrites et orales des épreuves interviennent respectivement pour 70 p.c. et 30 p.c. dans le résultat de chacune de ces épreuves.

.../...

§ 3. Le candidat qui a échoué en première session est dispensé en seconde session de l'épreuve pour laquelle il a obtenu au moins la moitié des points, pour autant qu'il ait obtenu au moins la moitié des points pour l'ensemble des épreuves.

Article 10.-

Le candidat qui ne participe pas à une des épreuves de la session pour laquelle il a été convoqué, qui ne renonce pas ni n'obtient d'ajournement, est considéré comme ayant échoué aux épreuves de cette session.

Article 11.-

Pour le surplus, le Ministre de la Défense nationale fixe les règles de composition et les modalités de fonctionnement du jury. Le jury est présidé par l'inspecteur général de la gendarmerie ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un officier général de gendarmerie.

Article 12.-

Le président et les membres du jury des épreuves d'avancement doivent justifier de la connaissance approfondie de la langue française et de la langue néerlandaise.

Un membre au moins doit justifier de la connaissance approfondie au sens de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938, d'une langue différente de celle pour laquelle les autres membres ont justifié de cette connaissance au sens du même article.

.../...

CHAPITRE IV. Dispositions finales.

Article 13.-

A titre transitoire, sont dispensés :

1° de l'épreuve prévue à l'article 5, § 1er, 1°, les officiers porteurs du diplôme de licencié en droit qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été autorisés à suivre les cours en vue de l'obtention de ce diplôme;

2° des épreuves prévues à l'article 5, les officiers porteurs du brevet d'état major, qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été autorisés à suivre les cours en vue de l'obtention de ce brevet.

Article 14.-

1° L'arrêté royal du 29 février 1960 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière pour l'accession au grade de major, modifié par les arrêtés royaux des 25 août 1960, 26 mars 1963, 1er septembre 1965, 21 juin 1966, 20 décembre 1968, 26 novembre 1973, 2 avril 1976 et 13 janvier 1977 cesse d'être applicable aux officiers de gendarmerie.

2° L'article 25, 2°, de l'arrêté royal du 2 avril 1976 relatif aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du Service médical en vue de la nomination au grade de major ou à un grade équivalent, est abrogé.

Article 15.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1978.

.../...

Article 16.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté".

*

* *

"ARRETE MINISTERIEL RELATIF AUX MODALITES ET A L'ORGANISATION DES EPREUVES D'AVANCEMENT AU GRADE DE MAJOR DU CORPS OPERATIONNEL DE LA GENDARMERIE.

- - - - - - - - - - -

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par les lois des 30 juillet 1955 et 27 décembre 1961, par l'arrêté royal du 15 octobre 1963 et par les lois des 10 juin 1970, 13 novembre 1974 et 13 juillet 1976;

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, modifiée par la loi du 29 décembre 1975;

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif de la gendarmerie, notamment l'article 48;

Vu l'arrêté royal du ... relatif aux épreuves d'avancement au grade de major du corps opérationnel de la gendarmerie;

.../...

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 1963 fixant les attributions du Commandant de la gendarmerie, modifié par les arrêtés ministériels du 17 janvier 1964 et 26 avril 1967;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE Ier. Règles de participation.

Section 1. - Dispositions générales.

Article 1er.-

Le Commandant de la gendarmerie établit et publie la liste des officiers subalternes qu'il y a lieu de convoquer aux épreuves d'avancement au grade de major, conformément à l'arrêté royal du ..., et fixe la date limite en ce qui concerne les réclamations.

Article 2.-

L'officier subalterne qui estime devoir figurer sur la liste visée à l'article 1er, introduit une demande motivée en revision de cette liste auprès de l'autorité de gendarmerie exerçant à son égard les attributions de chef de corps.

Le Commandant de la gendarmerie se prononce par décision motivée, sur cette demande en revision et le cas échéant, convoque l'intéressé aux épreuves d'avancement.

.../...

Article 3.-

L'officier subalterne désirant renoncer à participer aux épreuves d'avancement adresse une déclaration de renonciation à l'autorité de gendarmerie exerçant à son égard les attributions de chef de corps.

Article 4.-

L'officier subalterne qui figure sur la liste visée à l'article 1er et qui désire ajourner sa participation aux épreuves d'avancement introduit une demande d'ajournement auprès de l'autorité visée à l'article 3.

Article 5.-

L'autorité de gendarmerie qui exerce à l'égard des intéressés les attributions de chef de corps transmet, par la voie hiérarchique, au Commandant de la gendarmerie :

1° les demandes en revision;
2° les déclarations de renonciation;
3° les demandes d'ajournement.

Section 2. La procédure d'ajournement.

Article 6.-

§ 1er. L'autorité de gendarmerie qui exerce à l'égard de l'intéressé les attributions de chef de corps ainsi que les supérieurs hiérarchiques de cette autorité émettent un avis favorable ou défavorable à propos de la demande d'ajournement.

.../...

§ 2. Tout avis différent de l'avis précédent doit être motivé.

Les avis défavorables sont notifiés au candidat.

Lors du premier avis défavorable ainsi que lors des avis défavorables suivants si ceux-ci font état d'un nouvel élément, le candidat dispose, après le jour de la notification, de dix jours ouvrables pour introduire des arguments complémentaires.

L'autorité qui a émis l'avis faisant l'objet d'une réclamation, peut modifier ou compléter son avis. Dans ce cas, elle notifie ce nouvel avis à l'intéressé sans que ce dernier puisse encore introduire de nouveaux arguments.

Article 7.-

La demande d'ajournement fondée sur des raisons de santé doit être accompagnée d'un certificat médical, émanant d'un médecin militaire ou agréé, attestant du bien-fondé des raisons de santé invoquées.

CHAPITRE II. Modalités d'organisation.

Article 8.-

Le jury des épreuves d'avancement au grade de major est constitué, outre le président, de quatre officiers supérieurs de gendarmerie.

Un officier supérieur de gendarmerie assiste le jury en tant que secrétaire.

.../...

Article 9.-

Le Commandant de la gendarmerie désigne les membres effectifs du jury ainsi qu'un membre suppléant pour chaque membre effectif.

Les membres du personnel chargé des cours préparatoires éventuels peuvent assister aux épreuves en vue de répondre aux questions du jury relatives à la matière enseignée; ils ne peuvent faire partie du jury.

Article 10.-

§ 1er. Le président du jury détermine le temps dont les candidats disposent pour chacune des épreuves.

Ce temps peut varier de 8 à 12 heures pour chacune des parties écrites des épreuves.

§ 2. Le président du jury décide pour chacune des épreuves si les candidats peuvent consulter une documentation et, dans l'affirmative, la détermine.

Article 11.-

Le président du jury détermine le sujet de l'épreuve technique ainsi que les thèmes des épreuves de tactique.

Il veille au déroulement des épreuves.

Article 12.-

§ 1er. Le jury décide de la réussite des candidats.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

.../...

Lorsque le président juge que la fraude d'un candidat est établie, la note zéro est attribuée pour l'épreuve où elle a été constatée.

En ce qui concerne les épreuves écrites, les points attribués pour la rédaction et la présentation ne peuvent en aucun cas excéder le quart du maximum des points prévus pour l'épreuve.

§ 2. La note définitive de chaque candidat est la moyenne arithmétique des notes attribuées. Toutefois, lorsque les notes attribuées pour une épreuve par deux membres du jury au moins diffèrent pour un même candidat de plus de 15 p.c. du maximum des points attribués à cette épreuve ou lorsque ces notes se situent de part et d'autre du minimum requis, le président du jury attribue après délibération la note définitive obtenue par le candidat.

§ 3. Les résultats obtenus par le candidat lui sont notifiés.

CHAPITRE III. Dispositions finales.

Article 13.-

L'article 1er, 3°, b, de l'arrêté ministériel du 13 décembre 1963 fixant les attributions du Commandant de la gendarmerie, modifié par l'arrêté ministériel du 17 janvier 1964, est abrogé.

Article 14.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1978'

Vóór de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het rijkswachtpersoneel van het actief kader waren de rijkswachtofficieren onderworpen aan de bepalingen van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst en, voor de overgang naar de graad van majoor, aan het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de officieren van het actief kader opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor.

De wet van 27 december 1973 is van toepassing op de onderofficieren en de officieren van de rijkswacht. Het voor de uitvoering van die wet te maken onderscheid dient gehandhaafd te worden en het koninklijk besluit en het ministerieel besluit van 16 maart 1977 betreffende de examens voor bevordering tot de graad van adjudant dienen behouden te blijven.

Mocht de Regering bij haar zienswijze blijven, dan dient te worden vastgesteld dat artikel 2 van het ontwerp-koninklijk besluit artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 maart 1977 vervangt en zodoende stilzwijgend de bepaling opheft die artikel 50 van de wet van 27 december 1973 in werking heeft gesteld, hetgeen tot rechtsonzekerheid zou leiden.

Ook zou de Regering voor moeilijkheden komen te staan wanneer zij het ontworpen koninklijk besluit of ministerieel besluit zou moeten wijzigen in verband met,

.../...

enerzijds, de examens voor bevordering tot de graad van adjudant, anderzijds, de examens voor bevordering tot de graad van majoor. Het betreft immers enerzijds de graad van hoger onderofficieren en anderzijds de graad van hoofdofficier, graden die een geheel verschillende kwalificatie vereisen.

De Raad van State stelt dan ook een ontwerp van een autonoom koninklijk besluit en van een autonoom ministerieel besluit voor, waarin alleen bepalingen betreffende het examen voor bevordering tot de graad van majoor zijn opgenomen.

Het ontwerp-ministerieel besluit voorziet in de opheffing van artikel 1, 3°, b, van het ministerieel besluit van 13 december 1963 tot vaststelling van de bevoegdheden van de commandant van de rijkswacht, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 januari 1964. Die besluiten zijn niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad. In die leemte moet worden voorzien.

*

De volgende teksten worden voorgesteld :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE EXAMENS VOOR BEVORDERING TOT DE GRAAD VAN MAJOOR VAN HET OPERATIONEEL KORPS VAN DE RIJKSWACHT.

- - - - - - - - - - -

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

.../...

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961, bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1963 en bij de wetten van 10 juni 1970, 13 november 1974 en 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975;

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het rijkswachtpersoneel van het actief kader, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het advies van de commissie van advies van het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. Regels voor de deelneming aan de examens.

Artikel 1.-

De examens voor bevordering tot de graad van majoor worden uitgeschreven naar gelang van de vacatures op het kader.

De kandidaten worden voor die examens opgeroepen naar anciënniteitsorde.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. Uitstel kunnen verkrijgen de kandidaten die, om gezondheidsredenen of wegens ernstige of uitzonderlijke omstandigheden, in de onmogelijkheid verkeren of verkeerd hebben zich op een der bevorderingsexamens normaal voor te bereiden of zich er tijdig voor aan te melden.

§ 2. Het uitstel wordt toegestaan of geweigerd door de commandant van de rijkswacht na een gemotiveerde aanvraag die de kandidaat opstelt zodra hij daartoe de mogelijkheid heeft.

Die beslissing moet met redenen zijn omkleed en wordt ter kennis van de kandidaat gebracht.

§ 3. De kandidaten met uitstel moeten deelnemen aan het geheel der eerste bevorderingsexamens volgend op die waarvoor zij uitstel hebben verkregen.

Voor zover de redenen die het uitstel hebben verantwoord, voortbestaan, kan dit evenwel verlengd worden volgens dezelfde procedure als het eerste uitstel.

§ 4. De Minister van Landsverdediging bepaalt de uitstelprocedure.

Artikel 3.-

De kandidaat mag op elk ogenblik zijn deelneming aan de bevorderingsexamens opzeggen.

.../...

Opzegging is onvoorwaardelijk en onherroepelijk voor de bevordering tot de hogere graad.

Artikel 4.-

De kandidaat die gezakt is voor de tweede zitting van de bevorderingsexamens mag aan die examens niet meer deelnemen.

HOOFDSTUK II. Programma der examens.

Artikel 5.-

§ 1. De examens voor de bevordering tot de graad van majoor bestaan in :

1° een technisch examen;

2° een examen over de taktiek inzake handhaving van de orde;

3° een examen over de taktiek inzake gevechtsopdrachten.

§ 2. Het technisch examen bestaat in een studie over een of meer van de volgende onderwerpen : de opdrachten, de organisatie, de administratie, de plichtenleer, de dienst van de rijkswacht en de middelen waarover zij beschikt om haar opdrachten uit te voeren.

§ 3. De examens over de taktiek bestaan in de oplossing van vraagstukken betreffende het aanwenden van de rijkswacht in het kader van haar opdrachten.

.../...

§ 4. Elk van de in § 1 bedoelde examens omvat een schriftelijk en een mondeling gedeelte.

Het mondeling gedeelte bestaat in een gedachtenwisseling uitgaande van het bij het schriftelijk gedeelte geleverde werk.

§ 5. De examens voor bevordering tot de graad van majoor hebben tot doel vast te stellen dat de kandidaat de kennis en de beroepsmaturiteit bezit die voor het uitoefenen van de functies van hoofdofficier van de rijkswacht vereist zijn.

HOOFDSTUK III. Regels voor de organisatie.

Artikel 6.-

Er zijn voor de bevorderingsexamens twee zittingen.

De kandidaten kunnen niet worden benoemd in de hogere graad vóór het einde van de tweede zitting.

Artikel 7.-

De kandidaten die zulks wensen mogen de examens voor bevordering tot de graad van majoor afleggen in de taal waarvan zij de grondige kennis in de zin van artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 niet bezitten.

.../...

Artikel 8.-

De commandant van de rijkswacht kan de examens doen voorafgaan door voorbereidende cursussen waarvan het bijwonen niet verplicht is.

Hij wijst de rijkswachtoverheid aan die belast is met de materiële organisatie der cursussen.

Artikel 9.-

§ 1. Om voor de bevorderingsexamens te slagen moet de kandidaat ten minste de helft der punten behalen voor elk der examens.

§ 2. De schriftelijke en de mondelinge gedeelten van de examens komen in het eindresultaat van elk van die examens respectievelijk voor 70 pct en 30 pct in aanmerking.

§ 3. Kandidaten die zijn gezakt voor de eerste zitting, worden op de tweede zitting vrijgesteld van het examen waarover zij ten minste de helft van de punten hebben behaald, mits zij ook over het geheel van de examens ten minste de helft van de punten hebben verkregen.

Artikel 10.-

Kandidaten die niet deelnemen aan een der examens van de zitting waarvoor zij zijn opgeroepen en die hun deelneming niet opzeggen of geen uitstel verkrijgen, worden geacht voor de examens van die zitting te zijn gezakt.

.../...

Artikel 11.-

De examencommissie wordt voorgezeten door de inspecteur-generaal van de rijkswacht of, in geval hij verhinderd is, door een opperofficier bij de rijkswacht. Voor het overige bepaalt de Minister van Landsverdediging de regels voor de samenstelling en de werkwijze van de examencommissie.

Artikel 12.-

De voorzitter en de leden van de commissie voor de bevorderingsexamens moeten doen blijken van de grondige kennis van het Nederlands en van het Frans.

Ten minste één lid moet doen blijken van de grondige kennis, in de zin van artikel 2 van de wet van 30 juli 1938, van een andere taal dan waarvoor de andere leden hebben doen blijken van die kennis in de zin van hetzelfde artikel.

HOOFDSTUK IV. Slotbepalingen.

Artikel 13.-

Bij overgangsmaatregel worden vrijgesteld :

1° van het examen bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, de officieren die houder zijn van het diploma van licentiaat in de rechten en vóór de inwerkingtreding van dit besluit de toestemming hebben gekregen de cursussen met het oog op het behalen van dat diploma te volgen;

.../...

2° van de examens bedoeld in artikel 5, de officieren die houder zijn van het stafbrevet en vóór de inwerkingtreding van dit besluit de toestemming hebben gekregen de cursussen met het oog op het behalen van dat brevet te volgen.

Artikel 14.-

1° Het koninklijk besluit van 29 februari 1960 betreffende de aan de beroepsofficieren opgelegde beroepsexamens voor de bevordering tot de graad van majoor, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1960, 26 maart 1963, 1 september 1965, 21 juni 1966, 20 december 1968, 26 november 1973, 2 april 1976 en 13 januari 1977 is niet langer op de rijkswachtofficieren van toepassing.

2° Artikel 25, 2°, van het koninklijk besluit van 2 april 1976 betreffende de beroepsexamens, door de beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst af te leggen met het oog op benoeming in de graad van majoor of in een gelijkwaardige graad, wordt opgeheven.

Artikel 15.-

Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1978.

Artikel 16.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit".

*

* *

.../...

"MINISTERIEEL BESLUIT HOUDENDE NADERE REGELEN VOOR EN ORGANISATIE VAN DE EXAMENS VOOR BEVORDERING TOT DE GRAAD VAN MAJOOR VAN HET OPERATIONEEL KORPS VAN DE RIJKSWACHT.

- - - - - - - -

DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING,

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961, bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1963 en bij de wetten van 10 juni 1970, 13 november 1974 en 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975;

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het rijkswachtpersoneel van het actief kader, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende de examens voor bevordering tot de graad van majoor van het operationeel korps van de rijkswacht;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 december 1963 tot vaststelling van de bevoegdheden van de commandant van de rijkswacht, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 januari 1964 en 26 april 1967;

Gelet op het advies van de commissie van advies van het personeel van de rijkswacht;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I. Regels voor de deelneming.

Afdeling 1. - Algemene bepalingen.

Artikel 1.-

De commandant van de rijkswacht legt de lijst aan van de lagere officieren die voor de examens voor bevordering tot de graad van majoor moeten worden opgeroepen overeenkomstig het koninklijk besluit van ..., maakt die lijst bekend en bepaalt de uiterste datum voor bezwaarschriften.

Artikel 2.-

De lagere officier die meent op de lijst bedoeld in artikel 1 te moeten voorkomen, dient een met redenen omklede aanvraag tot herziening van deze lijst in bij de rijkswachtoverheid die te zijnen opzichte de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent.

De commandant van de rijkswacht spreekt zich bij met redenen omklede beslissing uit over deze aanvraag tot herziening en roept, in voorkomend geval, de belanghebbende op voor de bevorderingsexamens.

Artikel 3.-

De lagere officier die zijn deelneming aan de bevorderingsexamens wenst op te zeggen, richt een opzeg-

.../...

gingsverklaring aan de rijkswachtoverheid die te zijnen opzichte de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent.

Artikel 4.-

De lagere officier die op de in artikel 1 bedoelde lijst voorkomt en die zijn deelneming aan de bevorderingsexamens wenst uit te stellen, dient een aanvraag tot uitstel in bij de overheid bedoeld in artikel 3.

Artikel 5.-

De rijkswachtoverheid die ten opzichte van belanghebbenden de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent, zendt langs de hiërarchische weg aan de commandant van de rijkswacht :

1° de aanvragen tot herziening;
2° de opzeggingsverklaringen;
3° de aanvragen tot uitstel.

Afdeling 2. De uitstelprocedure.

Artikel 6.-

§ 1. De rijkswachtoverheid die ten opzichte van belanghebbende de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent, alsmede de hiërarchische meerderen van deze overheid, brengen over de aanvraag tot uitstel een gunstig of een ongunstig advies uit.

§ 2. Ieder advies dat verschilt van het vorige, moet met redenen omkleed zijn.

.../...

Van ongunstige adviezen wordt de kandidaat kennis gegeven.

Bij het eerste ongunstig advies alsook bij de verdere ongunstige adviezen, indien daarin een nieuw element wordt aangevoerd, beschikt de kandidaat, na de dag van de kennisgeving, over tien werkdagen om aanvullende argumenten in te brengen.

De overheid die het advies heeft uitgebracht waartegen bezwaar is ingediend, kan haar advies wijzigen of aanvullen. In dat geval geeft zij van dat nieuwe advies kennis aan de belanghebbende. Deze mag geen nieuwe argumenten meer inbrengen.

Artikel 7.-

De aanvraag tot uitstel gegrond op gezondheidsredenen moet vergezeld zijn van een geneeskundig getuigschrift, dat uitgaat van een militaire of aangenomen geneesheer, dat getuigt van de gegrondheid van de ingeroepen redenen.

HOOFDSTUK II. Regels voor de organisatie.

Artikel 8.-

De commissie voor de examens voor bevordering tot de graad van majoor bestaat, benevens de voorzitter, uit vier hoofdofficieren bij de rijkswacht.

.../...

Een hoofdofficier bij de rijkswacht staat de examencommissie als secretaris bij.

Artikel 9.-

De commandant van de rijkswacht wijst de werkende leden van de examencommissie aan alsmede een plaatsvervangend lid per werkend lid.

De personeelsleden die belast zijn met de eventuele voorbereidende cursussen mogen de examens bijwonen om de vragen van de jury betreffende de aangeleerde stof te beantwoorden; zij mogen geen deel uitmaken van de examencommissie.

Artikel 10.-

§ 1. De voorzitter van de examencommissie bepaalt de tijd waarover de kandidaten voor elk der examens beschikken. Deze tijd kan gaan van 8 tot 12 uren voor elk der schriftelijke gedeelten van de examens.

§ 2. De voorzitter van de examencommissie beslist voor elk examen of de kandidaten een documentatie mogen raadplegen en zo ja, welke.

Artikel 11.-

De voorzitter van de examencommissie bepaalt het onderwerp van het technisch examen alsook de vraagstukken van de examens over de taktiek.

.../...

Hij ziet toe op het verloop van de examens.

Artikel 12.-

§ 1. De examencommissie beslist of de kandidaten geslaagd zijn.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Wanneer de voorzitter oordeelt dat het bedrog van een kandidaat vaststaat, wordt het waardecijfer 0 toegekend voor het examen waarvoor het werd vastgesteld.

Wat de schriftelijke examens betreft, mogen voor de redactie en de verzorging in geen geval meer punten worden toegekend dan één vierde van het maximum aantal punten dat op het examen staat.

§ 2. Het definitief waardecijfer van iedere kandidaat is het rekenkundig gemiddelde van de toegekende waardecijfers. Wanneer echter de voor een examen door ten minste twee commissieleden aan eenzelfde kandidaat toegekende waardecijfers met meer dan 15 pct van het maximum der punten voorzien voor dat examen verschillen, of wanneer deze waardecijfers aan weerszijden van het vereiste minimum liggen, kent de voorzitter van de commissie, na beraadslaging, het definitieve door de kandidaat behaalde waardecijfer toe.

.../...

§ 3. Van de bij de examens behaalde resultaten wordt de kandidaat kennis gegeven.

HOOFDSTUK III. Slotbepalingen.

Artikel 13.-

Artikel 1, 3°, b, van het ministerieel besluit van 13 december 1963 tot vaststelling van de bevoegdheden van de commandant van de rijkswacht, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 januari 1964, wordt opgeheven.

Artikel 14.-

Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1978".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

M. VERSCHELDEN, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.
Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.